

## TRAVAILLEURS DES FINANCES

# Le Snapap appelle à une grève de trois jours

**Un mouvement de grève sera observé dans le secteur des finances à partir du 22 du mois en cours. L'annonce en a été faite hier par le secrétaire général de la Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des finances affiliée au syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, Snapap.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - C'est lors d'une conférence de presse animée hier au siège de son syndicat que ladite fédération a annoncé la couleur.

Cette montée au créneau du Snapap à travers sa structure fédérale en charge du secteur des finances s'explique, selon son secrétaire général M. Lasnaâ Nacer, par le refus du département ministériel des finances de donner suite aux revendications des travailleurs du secteur. Mais avant d'arrêter le principe d'aller vers un arrêt de travail de trois jours à partir du 22 du mois en cours, la Fédération des fonctionnaires du secteur des finances relevant du Snapap, avait déjà, selon la même

source, tiré la sonnette d'alarme et interpellé la tutelle en observant une journée de protestation le 2 mai dernier, d'où la tenue en session extraordinaire d'un conseil national le 10 mai dernier.

Le secrétaire général de ladite fédération dit avoir remis au ministère des Finances une plateforme de revendications socio-professionnelles depuis plusieurs semaines qui «n'a connu aucune suite favorable».

Cette plateforme a été remise à la tutelle, affirme l'organisation syndicale, après une rencontre qu'elle a eue avec le secrétaire général du ministère et le directeur général des ressources humaines le 16 mars dernier.

Les travailleurs du secteur des finances réclament, entre autres, la révision de certaines dispositions du statut particulier et du régime indemnitaire de l'ensemble du personnel exerçant dans les différents établissements, organismes et structures de ce secteur. Ils demandent également l'intégration de tous les travailleurs des corps communs dans les corps techniques en les soumettant au même régime indemnitaire.

Le syndicat du secteur demande également l'accès de l'ensemble des travailleurs ayant plus de 10 ans d'ancienneté à la promotion, le calcul de la prime de rendement sur la base d'un taux de 40% du salaire, l'institution d'une prime de départ à la retraite, le dégel des concours de recrutement internes pour les postes vacants, l'exonération de l'impôt pour les travailleurs ayant des salaires équivalents ou inférieurs au SNMG, qui est fixé à 18 000 DA, et faire bénéficier l'en-



Photo : DR

Remous dans le secteur des Finances

semble des employés du secteur de crédits sans intérêt dans le but de l'acquisition de logements ou de voitures.

La fédération porte également d'autres revendications d'ordre structurel ou organisationnel. Elle demande, ainsi, l'octroi de la qualité d'agent de police judiciaire pour certaines hautes fonctions, mais

également l'exigence d'un réaménagement des heures de travail pour les régions du Sud.

Le conférencier, qui a rappelé la réussite du dernier débrayage, a affirmé que, cette fois-ci, «le mouvement sera général et paralysera toutes les activités du secteur des finances».

A. B.

## LÉGUMES ET PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

# Les hausses de prix déjà installées

**A deux semaines du mois de Ramadhan supposé être le mois du jeûne, les denrées alimentaires commencent déjà à connaître une hausse de prix. Une traditionnelle flambee qui n'a exclu ni les légumes de base, ni les produits de large consommation.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Le mois de Ramadhan approche à grands pas accompagné par la traditionnelle hausse des prix des produits alimentaires. A deux semaines du mois de jeûne, la hausse des prix des fruits et légumes et des produits de large consommation est déjà au rendez-vous.

A Belouizdad, la fermeture du marché T'nache pour des travaux de rénovation, depuis quelques mois, fait l'affaire des marchands de fruits et légumes du quartier et des vendeurs dits à la sauvette. Sur leurs étals, une grande variété de légumes est exposée mais

point de rush. Les prix affichés ou annoncés par les vendeurs font fuir plus d'un. Souvent, les clients se contentent de demander les prix et d'admirer la marchandise des yeux.

Indispensable pour les sauces, les salades et autres plats, la tomate est proposée à 80 DA. «C'est très cher», chuchote une sexagénaire à son mari qui venait de demander le prix. Un prix sur lequel s'alignent justement la courgette, le poivron, l'aubergine et le chou vert. La laitue, le concombre, le piment et le fenouil sont vendus à 100 DA le kilogramme. Suivent les petits pois à 110 DA, le chou-fleur et l'artichaut à 130 DA et l'haricot vert à 200 DA.

La carotte et le navet restent ainsi les légumes les moins onéreux avec respectivement 70 DA et 60 DA le kilo. Exception faite à la pomme de terre et à l'oignon vert qui sont cédés à 35 DA le kilo.

Très prisé pour l'assaisonnement des différents plats, le citron reste inaccessible avec son prix de 220 DA.

«Les prix des légumes sont très élevés. C'est trop ! Comment ça va être durant le Ramadhan ?», s'interroge une vieille femme devant un étal de légumes dans une rue adjacente au marché T'nache.

Côté épicerie et superettes, les prix des marchandises commencent à bouger à leur tour. Certains produits de large consommation annoncent la couleur dès maintenant. Des boissons gazeuses ont justement connu une hausse de dix dinars la bouteille d'un litre. «Le prix de ces boissons a augmenté de 10 dinars chez les distributeurs», assure le gérant d'une épicerie, rue Hassiba-Ben-Bouali. Idem pour une marque nationale d'huile où le bidon de cinq litres est passé de 580 dinars à 600 dinars, ajoute-t-il encore.

Toutes ces denrées alimentaires notamment les légumes, promettent ainsi des hausses de prix beaucoup plus importantes à l'arrivée du mois de Ramadhan.

Ry. N.

## LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN VISITE À ORAN

# Développer les partenariats entreprises-université

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a saisi l'occasion de la célébration du 19 mai, Journée nationale de l'étudiant, pour faire un certain nombre d'annonces, alors qu'il était à Oran.**

En effet, Tahar Hadjar a d'abord demandé aux recteurs des universités de l'ouest du pays, de lancer de nouveaux projets de formation tournant autour de l'industrie automobile qui sera un pôle national à l'ouest du pays. Il s'exprimait ainsi au niveau de l'université Mohamed-Boudiaf, ex-USTO où il a aussi abordé la question du développement de la recherche scientifique et de l'économie, enjoignant l'université à sortir de sa tour d'ivoire pour se rapprocher de la société et des entreprises et de trouver des solutions aux problèmes de la société. C'est un thème qu'il abordera encore à l'ouverture de la 2<sup>e</sup> édition de la rencontre entreprises-université, organisée le même jour

au Méridien par le FCE en présence de son président Ali Haddad.

En prenant la parole, le ministre dira que, jusqu'ici, la recherche scientifique se déroule «dans 80 à 90% dans les universités et c'est une recherche académique, il faut aller vers la recherche appliquée pour être plus efficace et appuyer le déve-

loppement des entreprises par l'innovation».

De son côté, le président du FCE dira aussi combien il était important «pour l'Algérie de répondre aux défis de l'économie, par des partenariats entre entreprises et université, c'est ce que nous faisons au FCE». Ali Haddad estimera encore que notre pays devait «se donner les moyens de notre indépendance économique avec cette quête de l'attractivité, de l'innovation.

Les capacités scientifiques qui existent peuvent contribuer à l'effort

collectif pour rattraper notre retard».

En marge de la rencontre, le patron du FCE annoncera que la campagne de son organisation pour l'emprunt obligataire débute au cours du mois de Ramadhan et permettra de lever 10 milliards de DA.

Sur ce et dans le contexte difficile de crise actuelle, Ali Haddad profitera pour lancer un appel en déclarant devant les journalistes «nous devons tous être solidaires derrière le gouvernement, derrière ses responsables pour qu'on puisse ensemble relever le défi».

Fayçal M.

## Hadjar évoque 4 dossiers d'universités privées

Lors d'un point de presse, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a déclaré que son département avait reçu 4 dossiers de projets d'universités privées.

Des dossiers, certes, incomplets mais émanant uniquement de nationaux et généralement spéciali-

sés. D'autres intentions existent mais sans plus, dira encore le ministre.

Par ailleurs, Tahar Hadjar a également évoqué une opération pilote qui sera lancée dans 6 universités, 2 à l'Est, 2 au Centre et 2 à l'Ouest, pour faire des masters à distance.

F. M.

## CONSEIL D'AFFAIRES

### ALGÉRO-BRITANNIQUE

# Un diplomate nommé président d'honneur

Le conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC, Algerian British Business Council), présidé par Lady Olga Maitland, a désormais, à sa tête, un président honorifique, en la personne de Sir Sherard Cowper-Coles, un ancien diplomate britannique.

Lady Maitland a confirmé hier à l'APS que Sir Sherard Cowper-Coles a été désigné en qualité de président d'honneur d'ABBC, mais qu'elle gardait elle-même le poste de présidente et du pouvoir exécutif du Conseil.

La nomination de Sir Sherard Cowper-Coles qui a été ambassadeur dans plusieurs pays, boostera les affaires entre les deux pays, et il est un signe de la détermination des Britanniques à renforcer leurs investissements en Algérie.

Le tout nouveau président du conseil d'affaires algéro-britannique, diplômé de l'Université d'Oxford, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur des questions liées à la politique internationale, et maîtrise la langue arabe, après des études au Liban.

Sir Sherard a également occupé plusieurs postes de responsabilité dans le secteur de la finance et des affaires, le dernier, en qualité de conseiller spécial auprès du président-directeur général du groupe HSBC.

ABBC prendra part à la seconde édition du forum algéro-britannique sur l'investissement, le 22 mai à Alger.

La première édition a eu lieu en décembre 2014 à Londres, avec la participation de près de 500 hommes d'affaires des deux pays.

Créé en 2005, ABBC est chargé de renforcer les relations économiques, notamment commerciales, entre les deux pays, par la présentation des opportunités qui s'offrent dans les deux pays.

Depuis, le conseil a encadré de nombreuses missions économiques en Algérie et effectué un travail très appréciable qui a permis d'apporter une meilleure visibilité du marché algérien au Royaume-Uni, souligne-t-on.

APS